

**Direction de la Stratégie**

La Directrice générale

**Direction départementale d' Indre et Loire**

à

*Affaire suivie par :*

Monsieur le Président du Conseil d'administration  
EHPAD « LA GRANDE BRETECHE »

*Secrétariat de la DD (ARS-DD37)*

15 rue de Portillon

*Tél. : 02 38*

37000 TOURS

N/Réf : 2024-DS-147

Date : 02 AVR. 2024

Lettre R.A.R. n° 2C17211982483

**Objet : 37\_TOURS\_EHPAD « LA GRANDE BRETECHE »\_contrôle du 19 juillet 2023\_ notification de décisions administratives définitives.**

Monsieur le Président,

L'Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) « LA GRANDE BRETECHE » situé 15 RUE DES PORTILLON à TOURS (Indre et Loire) a été contrôlé par mes services, à compter du 19 juillet 2023, date de la demande de transmission des pièces sur l'outil « Collecte-pro ».

Le 22 novembre 2023, je vous ai fait part des mesures que j'envisageais de prendre sur la base du rapport remis par la mission de contrôle et je vous demandais alors de me faire part de vos observations sur celles-ci dans un certain délai.

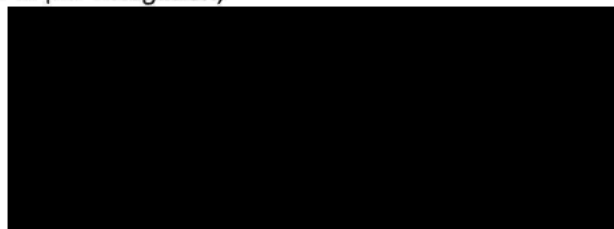
A échéance de ce dernier, je constate que vous ne vous êtes pas saisi de cette possibilité. Aussi, je vous confirme par la présente l'ensemble des mesures envisagées, leur conférant ainsi la nature de décisions administratives définitives : vous en trouverez la liste dans le tableau joint (cf. annexe).

Dans le respect des échéances formalisées dans ce même tableau, vous voudrez bien adresser désormais aux services de la Direction départementale (cf. *supra* l'adresse électronique de son secrétariat) les preuves documentaires de la mise en œuvre des mesures, afin de permettre leur levée.

Par ailleurs, les informations relatives à la protection des données personnelles sont annexées au présent courrier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice générale de l'ARS et par délégation,



Directeur de la Stratégie

Copie :

- Direction de l'établissement
- Conseil Départemental d'Indre et Loire

*Dans le délai de deux mois à compter de sa notification à la personne bénéficiaire, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et/ou d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le tribunal compétent par voie postale à l'adresse Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie - 45000 ORLÉANS ou par voie électronique via l'application Télérecours : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

# MESURES ADMINISTRATIVES DÉCIDÉES PAR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'ARS CENTRE-VAL DE LOIRE

## RÉTABLISSEMENT DES GARANTIES NÉCESSAIRES À L'ACCUEIL DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Nature des mesures, hors cas de l'urgence :

- « recommandation » : manquement à risque faible objet d'une remarque en l'absence de référence juridique
- « prescription » : risque avéré, latent, lié à un écart constaté ; écart = non-conformité à une référence juridique fixant une obligation de faire ou de ne pas faire
- « injonction » : risque patent, critique lié à un écart constaté ; doit être prévue par une mesure « lourde », fixée par la loi (exécution ordonnée, astreintes & sanctions financières, administration provisoire, suspension/cessation, action sur les autorisations,...) : exemples : art. L. 313-14 à -18 CASF, L6122-13 CSP.

EHPAD « LA GRANDE BRETECHE » (TOURS, 37000)						
N°	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION		
01	GOUVERNANCE					
011	<ul style="list-style-type: none"><li>Disposer d'un projet d'établissement en cours de validité, avec validation des instances.</li></ul>		X		Article L311-8 du CASF	6 mois
012	<ul style="list-style-type: none"><li>Disposer d'un règlement de fonctionnement en cours de validité, avec validation des instances</li></ul>		X		Article R 311-33 du CASF	4 mois
013	<ul style="list-style-type: none"><li>Disposer d'une partie relative aux droits de la personne accueillie et aux obligations et devoirs nécessaires au respect des règles de vie collective dans le règlement de fonctionnement</li></ul>		X		Article L311-7 du CASF	4 mois
014	<ul style="list-style-type: none"><li>Réunir le conseil de la vie sociale au moins trois fois par an</li></ul>		X		Article D.311-16 du CASF	12 mois
02	FONCTIONS-SUPPORT					
021	<ul style="list-style-type: none"><li>Disposer d'un médecin coordonnateur diplômé.</li><li>Préciser l'organisation provisoire mise en place d'ici sa prise de poste</li></ul>		X		Article D312-157 du CASF	12 mois
022	<ul style="list-style-type: none"><li>Etre en mesure de disposer d'un personnel encadrant pour l'équipe soignante.</li></ul>		X		Décret du 18 août 1995	6 mois
023	<ul style="list-style-type: none"><li>Tenir à disposition un plan de formation.</li></ul>	X				
024	<ul style="list-style-type: none"><li>Former les personnels à la thématique de la maltraitance</li></ul>	X				
03	PRISE EN CHARGE					
031	<ul style="list-style-type: none"><li>Elaborer un projet d'accompagnement personnalisé pour chaque résident.</li></ul>		X		Article L311-3 du CASF	12 mois

EHPAD « LA GRANDE BRETECHE » (TOURS, 37000)						
N°	LIBELLÉ	NATURE			JUSTIFICATIONS FORMELLES : lois et règlements, directives, recommandations professionnelles externes	ÉCHÉANCE
		RECOMMANDATION	PRESCRIPTION	INJONCTION		
032	<ul style="list-style-type: none"><li>Mettre en place une commission de coordination gériatrique annuelle</li></ul>		X		Article D312-158 3° du CASF	12 mois
	<ul style="list-style-type: none"><li>Formaliser, par une convention, un partenariat avec un établissement de santé disposant d'un service d'urgence</li></ul>		X		Article D312-155-0 5° du CASF	6 mois

## **ANNEXE 1 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Pour mener à bien ses missions de contrôle et d'inspection, l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire procède à un traitement en application des dispositions inscrites à l'article 6-1 c) du Règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016.

Dans ce cadre, les données collectées sont communiquées aux membres des équipes d'inspection et de contrôle, à la Mission Inspection Contrôle ainsi qu'aux personnes (internes ou externes à l'ARS) en charge de gérer leurs suites. En tant que de besoin, elles peuvent être communiquées aux Ordres professionnels et aux Procureurs de la République.

Elles sont conservées 10 ans au regard de leur caractère et de leur spécificité et font l'objet d'un versement aux archives départementale à échéance de ce délai.

De plus et conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, au RGPD et dans les conditions prévues par ces mêmes textes, les personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement disposent d'un droit d'accès, de rectification, de modification des données les concernant, dont le site de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en donne le détail : <https://www.cnil.fr/fr/les-droits-pour-maitriser-vos-donnees-personnelles>

Toute demande d'exercice de ces droits ou toute question relative au traitement des données est à effectuer auprès du Responsable des traitements ou de la Déléguée à la Protection des Données (DPO) de l'ARS Centre-Val de Loire :

Par courriel :

[ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr](mailto:ARS-CVL-RGPD@ars.sante.fr)

A défaut, par courrier :

Déléguée à la protection des données  
Secrétariat Général  
ARS Centre-Val de Loire  
131 rue du faubourg Bannier – BP 74409  
45044 ORLEANS Cedex 1

Toute demande de réclamation est à adresser auprès de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/adresser-une-plainte>